



La voix anticapitaliste

Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'ORLEANS

Mel : npa45@npa-mail.org / Site : npa 45.org /

Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA Orleans 45



Du fric pour l'hôpital public ! Pour les services publics, pour nos salaires ! Si l'hôpital était une banque, il serait déjà sauvé !

« Des primes ? Nous, ce que nous voulons, ce sont de véritables augmentations de salaire, pour payer les loyers. Ce qu'il nous faut, c'est du fric, du pèze, du flouze, de l'oseille, et des embauches ! » Voilà ce que des salariées de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à Paris, ont rétorqué vendredi dernier à Macron, lors de sa visite surprise.

Il en bafouillait, le président. Il était venu avec sa médaille de « l'engagement » bardée d'un « merci » et cette prime de 500 ou 1500 euros (donc même pas la même pour tout le monde), et attention, uniquement pour les soignants des départements « les plus touchés » par le Covid-19. Se payant toujours de mots, il comptait annoncer avec succès son « Ségur de la santé », en référence aux accords de Grenelle en mai 68... Rien que ça, en espérant ainsi s'acheter la paix sociale ! Plutôt raté. Face aux soignantes qui ne mâchaient pas leurs mots, il s'emprétait dans ses phrases creuses habituelles, et ne pouvant en placer une, il a fini par bredouiller : « je dois filer » ! La vidéo de l'échange circule sur les réseaux sociaux. « Nous aussi on doit filer, on a des patients à soigner ! » C'est ce que lui ont rétorqué les infirmières qui l'interrogeaient sur le manque de moyens de l'hôpital public. Car l'urgence continue. Tout le petit monde gouvernemental se félicite de la capacité du personnel hospitalier à trouver des solutions pour gérer la crise, la pénurie de masques, de sur-blouses, de médicaments, le manque de personnel, les nombreux décès. Alors le pouvoir et ses politocrates saluent leur « adaptabilité » faire toujours mieux avec moins ! *C'est ce que les personnels de la santé ne veulent plus !*

Le pouvoir veut éteindre l'incendie

Forcé de rendre hommage aux hospitalierEs en « première ligne » pendant cette crise sanitaire, obligé de s'engager à « mettre fin » à la « paupérisation » des soignantEs, après avoir louvoyé en concédant une prime et des médailles, Macron veut désamorcer la crise en ouvrant pour sept semaines une concertation baptisée « Ségur de la santé » (du nom de la rue où se situe le ministère de la Santé)...

Concrètement, aucun changement de cap n'est prévu. Le plan « Ma santé 2022 » va continuer à s'appliquer, le gouvernement annonce des mesures sur l'investissement (locaux et équipements), une réforme de la « gouvernance » (pour donner plus de place aux médecins dans la gestion de l'austérité ?) et d'une privatisation rampante, avec la création d'établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC)... mais absolument rien sur la question centrale du recrutement et de la formation.

Mettons fin à l'« hôstérité » !

Il n'y a pas de besoin d'un tel cirque pour savoir de quoi l'hôpital et ses personnels ont besoin. Depuis 20 ans pour des raisons budgétaires, 100 000 lits ont été fermés dans les établissements hospitaliers par des gouvernements de gauche comme de droite. De plus, la création de 120 000 postes s'impose pour donner de l'air au service public hospitalier.

La question de la rémunération est au cœur des revendications de celles et ceux qui se mobilisent. Les soignantEs attendent plus qu'une prime, d'autant plus que touTEs ne la toucheront pas, ou pas à la même hauteur : elles/ils veulent une véritable revalorisation des salaires. Du coup, beaucoup, découragés par les conditions de travail, ne s'en sortant pas financièrement, abandonnent le métier au bout de quelques années ou cumulent de façon illégale leur métier avec un deuxième job. Mobilisation générale !

Augmenter le salaire net + 300 € !

Défendre les services utiles à la collectivité - que ce soit dans la santé, l'éducation ou les transports -, se battre pour une autre répartition des richesses en étant mieux payé - à commencer par une augmentation générale des salaires de 300 euros nets -, autant d'exigences pour lesquelles l'ensemble des salariéEs doivent lutter ensemble. Les primes promises à l'hôpital et dans les entreprises n'est pas « la sucette à salariéEs » IL FAUT DE VÉRITABLES AUGMENTATIONS DU SALAIRE NET !

Pour l'emploi : 32 h de travail sans perte de salaire pour toutes et tous !

Le pouvoir poussé par le patronat veut profiter du Covid pour s'attaquer au temps de travail et aux 35h alors qu'un chômage massif se profile suite aux fermetures d'entreprises ! A l'hôpital, dans les cliniques et les Ephads les personnels soignants qui travaillent 12h et plus par jour ne récupèrent pas à hauteur du temps passé : Personne n'est là pour les remplacer ! Alors nos penseurs capitalistes ont trouvé la solution, revenir sur les 35h dont ils ont déjà saboté la mise en place sans recrutement équivalent ! Cette bataille pour l'emploi concerne tous/tes les Travailleurs-ses ! Aux pertes d'emplois massifs, compensées par la baisse du temps de travail à 32h, c'est aussi pour une hausse générale des salaires de 300 € nets que la classe ouvrière, touTEs les salariéEs, doivent répondre ! Orléans le 26-05-2020.

Chaîne humaine des solidarités à Orléans le samedi 30 mai à 14h.

► Pas de Camp de Rétention ni à Orléans ni ailleurs !

► Arrêt des poursuites contre les personnes solidaires !

Foyers, CRA, Sans-papiers: Des mesures immédiates contre la bombe sanitaire!

«Pour ces populations la crise sanitaire actuelle est en train de devenir une véritable bombe sanitaire». 200 organisations et 300 personnalités appellent à une journée de manifestations le samedi 30 mai : « ces exigences de justice et d'égalité sont aussi d'impérieuses nécessités sanitaires hors desquelles tous les discours contre la propagation du coronavirus sont vains ».

Dans les foyers surpeuplés et abandonnés, aucune distanciation physique n'est possible. Le virus risque de se propager sans frein. C'est aussi le cas dans les centres de rétention, et à cela s'ajoutent la violence répressive et l'angoisse. Pour les migrants à la rue, c'est la faim, l'insécurité sociale et sanitaire.

Ajoutons à cela que les sans-papiers sont sans droits, sans revenus et sans espoir d'accès aux allocations proposées par l'Etat. Pour elles et pour eux, il n'y a pas d'accès gratuit aux soins et pas d'autre possibilité pour survivre que de chercher des moyens de subsistance.

Pour ces populations la crise sanitaire actuelle est en train de devenir une véritable bombe sanitaire. Pour elles-mêmes et eux-mêmes abandonnéEs à la menace du virus mais aussi pour toute la société.

Dans le cadre de l'appel national "[Foyers, CRA, Sans-papiers : des mesures immédiates contre la bombe sanitaire](#)" initiée par la Marche des Solidarités, nous proposons d'organiser une **Chaîne humaine des solidarités à Orléans le samedi 30 mai à partir de 14h**.

L'idée est de participer à cette journée de mobilisation nationale à partir des deux mobilisations concrètes :

- celle contre la construction d'un CRA à Orléans, initiée avant le confinement ;**
- celle du soutien des "délinquant-es solidaires" à Chernob et Nicolas lancée il y a quelques semaines.**

Nous pouvons compter sur les réseaux mobilisés, notamment au travers du Collectif COLERE et du RESF-COJIE.

Voici comment est envisagée cette initiative :

- il s'agit bien d'une chaîne humaine : pas de rassemblement collectif à un endroit précis, mais une succession de personnes au départ de la Place de la République et tout du long de la rue Jeanne d'Arc si nous sommes assez, ou jusqu'à la Préfecture. Une distance de 1,5 à 2 mètres entre chaque participant-e à la chaîne qui pourrait être matérialisée par des bouts de ruban tenus par chacun-e (il faudrait préparer ça). Cette chaîne humaine sera bien déclarée auprès de la Préfecture.

- les gestes sanitaires seront respectés : par la distanciation déjà, mais aussi par le port du masque demandé à chaque participant-e.

- la visibilité serait assurée par le dispositif en lui-même, mais aussi avec une banderole tenue à chaque bout de la chaîne : celle du COJIE-RESF à une extrémité, celle de COLERE à l'autre. Des pancartes avec des slogans en lien avec la mobilisation, seront imprimées au format A3 et distribuées.

Refusons la fermeture de quatre usines Renault !

Macron donne 8 milliards aux constructeurs autos !

Selon des informations de presse non démenties à ce jour, quatre usines Renault sont aujourd'hui menacées de fermeture : **Choisy-le-Roi, Dieppe, les fonderies de Bretagne et Flins**. Plus de 5000 emplois sont directement menacés auxquels s'ajouteraient des milliers d'emplois indirects.

La préparation de ces mesures date d'avant l'épidémie. « Aucun tabou » sur les fermetures d'usines, avait osé affirmer, au début de l'année, la nouvelle direction de Renault, choisie par le gouvernement pour succéder au patron escroc Carlos Ghosn.

Comble du cynisme criminel : Renault a fait redémarrer l'usine de Flins, menacée, parmi les premières usines automobiles de montage en France en pleine épidémie.

Les milliards d'euros que le gouvernement a consenti pour recapitaliser Renault en bourse sont bien soumis aux conditions de compétitivité fixées publiquement par le ministre Le Maire. Preuve en est apportée.

Avec quatre usines menacées de fermeture, une attaque d'ampleur inégalée est en cours. La direction de Renault, les actionnaires et le gouvernement croient pouvoir tabler sur la désorganisation pratique du mouvement ouvrier qu'a entraînée le confinement. Il faut lui apporter une réponse à la hauteur de l'enjeu pour le faire reculer.

Les travailleurEs des usines Renault menacées doivent bien sûr recevoir le soutien le plus large. Mais cela ne suffira pas. C'est tout le mouvement ouvrier et social qui doit s'engager pour empêcher ces usines de fermer et pour garantir l'emploi. Le NPA appelle au rassemblement et aux initiatives indispensables au plan national et local pour pouvoir gagner.

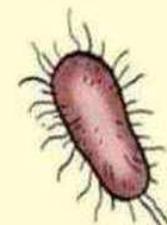
Revendiquer l'interdiction des licenciements, refuser la fermeture des usines, baisser le temps de travail à 32 h et garantir l'emploi, c'est refuser la loi du profit qui choisit ses productions, délocalise et détruit des usines en fonction de ses seuls intérêts. C'est à l'intérêt collectif qu'il s'agit de penser, et non à celui des actionnaires, en défendant les emplois et en envisageant collectivement les possibles reconversions, autour de nouvelles activités utiles à la population et permettant de sortir du tout-auto.

Cela implique d'envisager réquisitions et expropriations, et donc de s'opposer frontalement au capitalisme dont les salariéEs de Renault font aujourd'hui les frais. TouTEs ensemble à leurs côtés !

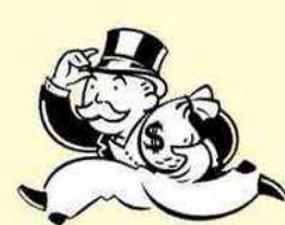
SACHEZ LES RECONNAITRE



virus



bactérie



parasite